

La difficile mission du président Kaïs Saïed



Kaïs Saïed, président de la République tunisienne.
© D. R.

Les luttes partisans et les intérêts personnels ont aggravé la crise de confiance entre la classe politique et des Tunisiens, qui attendent des solutions concrètes pour relancer l'économie.

Le président tunisien, Kaïs Saïed, a entamé hier les consultations en vue de désigner un nouveau Premier ministre devant former le gouvernement, après l'échec du désormais ex-Premier ministre Habib Jemli d'obtenir la confiance du Parlement vendredi pour son exécutif. M. Saïed dispose de dix jours pour faire son choix et devrait rencontrer "séparément" les représentants des partis politiques et des coalitions et blocs parlementaires, ont rapporté les médias tunisiens.

Mais la mission du président tunisien s'annonce déjà difficile, pour ne pas dire vouée à l'échec, au vu des premières déclarations des acteurs politiques tunisiens, à leur tête la coalition islamiste Al-Karama. Dans une déclaration hier à la chaîne de radio Mosaïque FM, Abdellatif Aloui, un des députés de cette coalition, a conditionné la formation du futur gouvernement par l'exclusion de Qalb Tounès et du Parti Destourien Libre, alors que des voix appellent pour un gouvernement d'union nationale ou un exécutif de technocrates.

Concernant Tahya Tounès, la coalition Al-Karama affirme que l'éventuelle participation de ce parti "doit être marginale", a rapporté la même source.

Si le Courant démocrate (Atteyar) se prononce aujourd'hui sur la démarche à suivre dans les nouvelles concertations, tout en affichant sa disponibilité à faire partie du futur gouvernement, le parti du Congrès pour la

République (CPR) et l'Observatoire national pour la défense du caractère civil de l'État plaident en faveur d'un "gouvernement d'union nationale" dirigé par une personnalité indépendante.

Parallèlement, "le groupe parlementaire Al-Moustakbel mène actuellement des concertations avec les blocs de Qalb Tounès, Tahya Tounès et la Réforme nationale" pour avoir une position unifiée concernant ces concertations, a rapporté hier l'agence de presse officielle TAP. Pour rappel, l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) n'a pas accordé sa confiance au gouvernement Habib Jemli avec 134 députés contre, 72 députés pour et 3 absentions, alors qu'un total de 109 voix était requis pour l'investiture du gouvernement proposé.

En tant que parti victorieux aux législatives, Ennahda pense que Habib Jemli est allé à contre-courant de la politique du parti islamiste qui l'a désigné pour former le gouvernement, comme le stipule la Constitution tunisienne.

Le parti dirigé par Rached Ghannouchi ne veut en aucun cas perdre le contrôle sur les ministères de souveraineté, plus particulièrement ceux de l'Intérieur et de la Justice, en raison de son implication présumée dans l'assassinat des militants Chokri Belaïd et Mohamed Brahimi, ainsi que dans l'affaire de l'envoi de jeunes Tunisiens dans les zones de tensions rejoindre le groupe terroriste autoproclamé État islamique en Irak et en Syrie (Daech) et Al-Qaïda.

Lyès Menacer